

La loi de 2024 prévoit une voie de régularisation pour les travailleurs sans papiers dans les métiers en tension.

Très attendue depuis, la liste de ces métiers a été présentée aux partenaires sociaux le 21 février, qui en débattent en mars.

Pour les chefs d'entreprise concernés, pouvoir régulariser leurs salariés immigrés relève d'une nécessité économique.

Patrons, ils réclament des papiers pour leurs salariés

La liste des métiers en tension ouvrant la voie à des régularisations de travailleurs sans papiers a été présentée aux partenaires sociaux le 21 février.

Pour les patrons qui manquent de bras, ce n'est pas un sujet politique mais un besoin économique.

Nantes (Loire-Atlantique)
De notre correspondante régionale

« Il ne faut pas juger les gens parce qu'ils viennent d'ailleurs ou n'ont pas de papiers, mais à leurs actes et leurs efforts pour s'intégrer », philosophe Demba, 21ans, jardinier paysagiste dans l'entreprise Confort services, à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), qui emploie une soixantaine de salariés dans les métiers du paysage et de l'aide à domicile. Ce jeune Guinéen à la voix posée y est embauché en CDI depuis un an et demi. « J'aime travailler dehors, faire preuve de créativité et être en contact avec les clients », apprécie-t-il.

Son patron a bien pourtant failli ne jamais pouvoir le recruter, malgré des besoins criants dans le domaine des services à la personne. « Il était appelé chez nous pendant son CAP », raconte Cédric Schneider, gérant de Confort services. Quand il a eu 18 ans, il n'était plus en règle et il aurait fallu le mettre à la porte du jour au lendemain. Soutenu par l'association Patrons solidaires, il a multiplié les démarches pour conserver son emploi, qui a finalement obtenu un titre de séjour provisoire de trois ans, qu'il devra renouveler. « On espère ne pas revivre la même chose », soupire le patron, régulièrement contraint de licencier des employés venus d'ailleurs qui n'ont plus l'autorisation de travailler.

Cette histoire est loin d'être un cas isolé. « Les patrons qui forment des jeunes en apprentissage n'ont aucune envie de les voir retourner dans l'ornière à leur majorité », explique Margot Wolf, responsable de l'antenne nantaise et vice-prési-



dente de l'association Patrons solidaires, cofondée par le boulanger Stéphane Ravacley, à Besançon (Doubs). Ce dernier s'était mis en grève de la faim en 2021 pour empêcher l'expulsion de son apprenti. « En ce moment, j'accompagne beaucoup de restaurateurs qui se démènent pour aider ces salariés, poursuit-elle. Bien sûr, certains patrons profitent de leur vulnérabilité pour leur imposer des horaires à rallonge ou très peu de congés, mais ceux-là ne nous contactent pas ».

La loi du 26 janvier 2024 pour « contrôler l'immigration et améliorer l'intégration » prévoyait la possibilité de demander une autorisation exceptionnelle de séjour pour les salariés employés dans des métiers et zones géographiques caractérisés par des difficultés de recrutement. La liste de ces métiers en tension, qui vient tout juste d'être réactualisée et présentée aux partenaires sociaux, le 21 février, intègre davantage de secteurs professionnels, dont l'hôtellerie et la restauration.

Un grand soulagement pour Olivier Dardé, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) en Loire-Atlantique, qui rappelle qu'à l'échelle nationale, « il manque 200 000 personnes pour assurer la saison à venir ». Figurer sur cette liste des métiers en tension pourrait donc leur apporter un peu d'air. Quant aux travailleurs sans papiers, Olivier Dardé refuse de considérer le sujet sous un angle politique : « Ce qui nous importe, c'est la compétence, pas la nationalité de la personne ». Président de l'association

Job4mi, qui aide les employeurs de Loire-Atlantique à recruter des personnes exilées – les procédures sont souvent complexes variant selon les statuts administratifs –, Arnaud du Crest évalue à 14 000 les postes vacants dans le département (restauration, maraîchage, services aux personnes, agroalimentaire...). « Des patrons signent des promesses d'embauche et se mobilisent pour régulariser des travailleurs sans papiers, souligne-t-il. C'est un sujet tabou politiquement, mais pas dans le monde économique ».

Patron de Titi Floris, une coopérative de 2500 salariés à Nantes, Boris Couilleau tempête contre le discours politique sur l'immigration. « Il y a ceux qui font de l'électoralisme, et les entreprises qui ont du bon sens et demandent simplement d'embaucher des jeunes dont ils ont besoin, décrit-il. C'est une question mathématique : notre population active diminue, les naissances baissent et nous allons au-devant de gros soucis ».

Dans l'association Nantes soins à domicile, la directrice Blandine Jolivet ne recrute plus que des femmes de nationalité étrangère (avec titre de séjour) aux postes d'aide-soignante. « Sans elles, je n'aurais personne, car plus aucun jeune ne veut exercer ce métier, pointe-t-elle. Je soutiens la régularisation de travailleurs sans papiers, car on a actuellement 15 pos-

repères

Les régularisations dans les métiers en tension

Depuis 2012, la circulaire Valls permettait aux préfets de régulariser certains sans-papiers pour motif familial mais aussi de travail.

En janvier 2024, la loi Darmanin prévoit une nouvelle voie de régularisation pour les travailleurs dans les métiers en tension figurant dans une liste régulièrement actualisée. Il faut notamment attester d'au moins

trois ans de résidence et douze mois de travail dans les vingt-quatre derniers mois.

En janvier 2025, la circulaire Retailleau abroge la circulaire Valls, indiquant que, hors métiers en tension, les régularisations devront être exceptionnelles.

En février 2025, une première liste de métiers en tension réactualisée, comprenant 80 professions est envoyée par le gouvernement aux partenaires sociaux. Une liste qui doit être débattue en mars par les syndicats et le patronat.

« Les personnes qui ont connu des galères dans leur vie sont souvent très motivées. »

« Les jeunes viennent en contrat trois mois puis partent faire autre chose, constate Olivier Dardé. Ce sont des générations qui zappent énormément et ont tendance à sacraliser leur vie personnelle. On a de plus en plus de mal à trouver du monde le soir, le week-end, les jours fériés... »

Quant aux fonctions les moins qualifiées, comme la plonge ou l'épluchage de légumes, les étudiants

trois ans de résidence et douze mois de travail dans les vingt-quatre derniers mois.

En janvier 2025, une première liste de métiers en tension réactualisée, comprenant 80 professions est envoyée par le gouvernement aux partenaires sociaux. Une liste qui doit être débattue en mars par les syndicats et le patronat.

ont tendance à les déserter. « Ces emplois n'intéressent plus grand monde », observe Catherine Quéraud, restauratrice à Nantes et présidente du Groupement des hôtelleries et restaurations de France (GHR), qui se tourne de plus en plus vers des personnes éloignées de l'emploi. C'est aussi le choix assumé d'Olivier Riom, patron de l'entreprise Vivolum (aménagement de bureaux), à Treillières (Loire-Atlantique). « Les personnes qui ont connu des galères dans leur vie sont souvent très motivées, constate-t-il. On ne demande pas des régularisations massives mais de pouvoir embaucher des talents qu'on ne veut pas voir partir ».

Même constat dans l'entreprise Murs Sols Création, à Pontchâteau (Loire-Atlantique). « La nouvelle génération qui arrive a un rapport au travail très compliqué », s'inquiète Véronique Écobichon, assistante de gestion. Sur dix stagiaires que l'on accueille, un seul en veut vraiment la peine. En 2020, leur apprenti guinéen Ibrahima a lui aussi risqué l'expulsion à ses 18 ans. Elle et son mari, gérant de l'entreprise, se sont mobilisés en vain auprès de la préfecture pour obtenir la régularisation de ce salarié modèle, qui avait gagné une médaille pendant son CAP. « On pensait que notre bonne foi suffirait... »

La médiatisation de leur histoire par Patrons solidaires a permis de dénouer le problème.

« Sans considérations politiques, on ne se poserait pas tant de questions, poursuit-elle. Ibrahima est chez nous parce qu'il travaille bien. Peu importe d'où il vient. » Embarqué en CDI en 2021, ce dernier est toujours carrelé dans l'entreprise. « Il a les mêmes préoccupations qu'un jeune de son âge : passer son permis, acheter une voiture, avoir un appartement. Il a juste envie d'avancer dans la vie. » Il lui faudra néanmoins bientôt renouveler son titre de séjour, accordé pour quatre ans par la préfecture.

Florence Pagnoux



« Ce n'est pas aux entreprises de définir la politique migratoire »

entretien

Amir Reza-Tofighi
Président de la CPME

Le nouveau président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) estime que les entreprises ne doivent pas se laisser entraîner dans le débat politique sur l'immigration.

Le ministère du travail vient de transmettre aux partenaires la liste des métiers en tension, qui pourra servir de base pour l'obtention de titres de séjour spécifiques. Cette liste était-elle attendue par les PME ?

Amir Reza-Tofighi : Il y a une réalité. Tous les métiers qui sont listés ont besoin de recruter, et il y a besoin de personnes étrangères pour les occuper. Que ce soit dans les services à la personne, la propriété, le bâtiment ou la restauration, il faut absolument faciliter le recrutement dans ces métiers. Dans mon propre secteur du service à la personne, nous avons d'énormes difficultés à recruter dans l'aide à domicile, au point que, par manque de main-d'œuvre, 15 % à 20 % des demandes de nos clients potentiels ne peuvent être couvertes.

Ne faudrait-il pas d'abord chercher à recruter du côté des plus de 3 millions de chômeurs que la France comptait encore fin 2024 ?

A. R.-T. : Nous ne demandons que cela ! Mais il faut bien constater que nous n'y arrivons pas et que les chômeurs sont peu nombreux à vouloir travailler dans ces métiers pénibles, qui attirent peu et où les salaires sont faibles. C'est ce qui explique principalement les difficultés de recrutement.

Pourquoi, dès lors, ne pas augmenter les salaires ?

A. R.-T. : Ce sont les consommateurs qui, au final, décident des salaires et de la capacité des entreprises à les augmenter. La plupart des secteurs qui peinent à recruter ont un faible taux de marge : on ne peut donc pas facilement y augmenter les salaires. Il y a ici une injonction contradictoire entre les citoyens et les consommateurs. Si ces derniers acceptaient de payer deux fois plus cher leur repas au restaurant, les travaux dans leur maison, l'aide à



Stéphane de Sakutin/AFP

domicile ou encore la propreté, il n'y aurait alors aucune difficulté à augmenter les salaires.

On a pu entendre les grandes organisations patronales sur l'immigration. Y a-t-il eu des tensions au sein de la CPME, certains chefs d'entreprise refusant l'immigration de travail ?

A. R.-T. : Certaines branches n'avaient pas forcément envie d'apparaître comme des métiers en tension et ont connu pas mal de débats internes. Par conséquent, les listes étant régionales, des métiers ne seront pas en tension partout en France. Mais je sais que certains, plus pragmatiques, regrettent cette décision qui risque de les gêner dans leur recrutement.

On sent le patronat pris en étau entre une extrême gauche taxant les entreprises de vouloir, grâce à l'immigration, une main-d'œuvre à faible coût, et une extrême droite l'accusant de créer un « appel d'air » favorisant une immigration massive...

A. R.-T. : Ce n'est pas notre sujet. Nous nous exprimons seulement sur l'immigration sur le marché du travail. Le problème de ce débat est qu'il a vite fait de nous emmener sur d'autres sujets touchant aux croyances de chacun. On est très vite entraîné vers le débat politique et sociétal autour de l'immigration en général. Or, c'est un terrain sur lequel, nous, les chefs d'entreprise, nous ne voulons pas nous engager. Ce n'est pas aux entreprises de définir la politique migratoire de la France.

Vous êtes, vous-même, né en France dans une famille de réfugiés politiques iraniens : cela joue-t-il dans votre approche de l'immigration ?

A. R.-T. : Pour moi, la seule question qui vaille est celle du travail comme vecteur d'intégration. Et, pour moi, l'immigration de travail participe à cette meilleure intégration dans la société française. Recueilli par Nicolas Senéze